

Le coût économique de l'anarchie morale

Le texte intégral d'une conférence de presse du PHC prononcée par le chef du PHC, Rod Taylor, à la Tribune de la presse d'Ottawa le 15 septembre 2023

Bienvenue au Corps de presse d'Ottawa – journalistes, diffuseurs et vous tous qui travaillez si dur pour apporter des nouvelles actuelles et des opinions variées au public canadien.

Je m'appelle Rod Taylor, chef national du PHC du Canada, l'un des 16 partis fédéraux enregistrés au Canada. Le Parti de l'Héritage Chrétien est connu depuis longtemps pour son engagement en faveur de la protection de la vie humaine innocente, de la conception jusqu'à la mort naturelle, une position que nous occupons toujours. . . et sur cette position nous sommes seuls.

Cependant, nos nombreuses politiques sur les questions économiques et autres ne sont pas aussi connues. Nous pensons qu'ils sont également essentiels à la croissance et à la stabilité du Canada et qu'en fait, ils sont inextricablement liés aux questions de moralité et de valeurs sociales. Comme point de départ de cette discussion, nous indiquons la déclaration d'ouverture de la Charte canadienne des droits et libertés, qui pose comme principes fondateurs du Canada la reconnaissance de la « suprématie de Dieu et de la primauté du droit. » En ce qui concerne la gouvernance du Canada, de ses provinces, territoires et municipalités, s'écarter de ces principes est contraire à l'esprit et à la lettre de la Charte; cela met également en danger non seulement les droits et libertés qu'il était censé protéger, mais aussi le bien-être économique des familles canadiennes et de la nation elle-même. Pour que le Canada survive en tant que nation, nous avons besoin que notre économie soit forte et c'est à cette fin que je formule les remarques suivantes.

Les citoyens qui reconnaissent le Créateur et sa suprématie en toutes choses connaissent le concept de recherche de sa bénédiction et de sa direction dans tout ce que nous faisons. Nous comprenons que son code moral – dont une grande partie est inscrit dans nos documents fondateurs et dans les lois adoptées à tous les niveaux de gouvernement – comporte une promesse de bénédiction pour ceux qui y obéissent et un jugement pour ceux qui méprisent ses préceptes. Au PHC, nous pensons que cela est pertinent dans les domaines de l'économie, de la santé, de la productivité et de la sécurité.

Je souhaite proposer à votre réflexion quelques applications pratiques de cette perspective. . . parce que notre Dieu est un Dieu très pratique. Nous désirons voir sa bénédiction sur le Canada, sur nos foyers et nos entreprises, sur nos villes et nos fermes, sur notre réputation internationale, sur notre système judiciaire, sur nos écoles et sur les générations à venir. Comme le disent les Écritures : « Bienheureuse la nation dont le Dieu est l'Éternel ».

Commençons par une évaluation sobre de la situation économique actuelle :

Le Canada est profondément endetté. Le gouvernement fédéral doit environ 1,2 billion de dollars. Un billion fait mille milliards et un milliard vaut mille millions. C'est beaucoup d'argent. Notre gouvernement actuel ajoute à cette dette, en utilisant la carte de crédit des contribuables actuels et futurs à raison de

109 millions de dollars par jour ; oui, notre dette fédérale augmente de 109 millions de dollars par jour. Et combien coûte cette dette ? Le Canada verse environ 120 millions de dollars chaque jour en INTÉRÊTS SEULS sur cette dette ; aucun effort apparent n'est fait pour réduire la dette ou le coût du service de cette dette. En fait, à mesure que les taux d'intérêt augmentent au pays et dans le monde, le coût du service de la dette continuera d'augmenter.

Je suis sûr que tous les politiciens du pays pourraient penser à une meilleure utilisation de 120 millions de dollars par jour plutôt que de les verser aux banquiers internationaux. Mais très peu de ces hommes politiques ont eu l'honnêteté, le courage ou la discipline budgétaire nécessaire pour réduire les dépenses inutiles afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. . . parce que c'est ce qu'il faut. Il est trop facile d'utiliser l'argent emprunté pour promettre aux électeurs des programmes et des prestations dont le coût dépasse le montant pouvant être collecté par les impôts. Mais ces coûts et les coûts du service de la dette qui en découlent ne constituent pas seulement un fardeau pour les contribuables actuels, mais un fardeau caché pour les générations futures qui n'auront ni bénéficié directement des dépenses ni eu leur mot à dire pour les approuver. De cette manière, les dépenses déficitaires sont un vol aux générations à venir.

La deuxième conséquence involontaire des dépenses déficitaires est qu'elles dévalorisent notre monnaie en augmentant la masse monétaire. Aujourd'hui, les Canadiens ressentent déjà les effets de la dette croissante du Canada. L'inflation se traduit par une hausse des prix ; mais l'une des raisons de ces hausses de prix est la dévalorisation du dollar. Les citoyens ont non seulement augmenté les impôts et les frais, mais ils doivent les payer avec un salaire qui est maintenant dangereusement réduit par le prix de l'épicerie, du mazout, du transport et de l'hébergement. Certains politiciens veulent rejeter la faute sur les entreprises, mais ne parviennent pas à s'attaquer à cette autre cause profonde : le gaspillage des dépenses publiques.

Au sein du Parti de l'Héritage Chrétien, nous avons depuis longtemps une politique d'équilibre budgétaire obligatoire. Il est bon d'entendre d'autres partis commencer à utiliser cette expression, mais si l'histoire nous dit quelque chose, c'est que les libéraux et les conservateurs – lorsqu'ils étaient au pouvoir – ont utilisé le pouvoir de la bourse pour rester au pouvoir. En d'autres termes, ils ont utilisé l'argent des contribuables et emprunté de l'argent pour acheter des voix.

Alors que le gouvernement actuel a établi un nouveau record de dépenses irresponsables et imprudentes, doublant la dette fédérale en seulement 8 ans, le précédent gouvernement conservateur de M. Harper, tout en promettant au cours des périodes électorales successives de revenir à l'équilibre budgétaire, a ajouté près de 150 milliards de dollars à la dette nationale.

La Bible déconseille de s'endetter, et encore moins de ne pas rembourser sa dette. Il est dit que « l'emprunteur est le serviteur du prêteur ». Le Canada est effectivement devenu le serviteur de ceux à qui nous avons emprunté. Notre incapacité à résoudre ce problème a conduit à une situation dans laquelle nous empruntons désormais pour payer les intérêts de notre dette existante. C'est un mauvais exemple pour nos citoyens et, si nous continuons dans cette voie, cela finira par conduire à la faillite.

Qu'en est-il des conséquences économiques négatives d'autres décisions politiques prises par nos représentants élus ? . . . Par où commencer?

L'effusion de sang innocent dans les cliniques d'avortement a des coûts économiques très visibles. Depuis 1970, le Canada a tué plus de 4 millions de bébés avant la naissance. Au rythme actuel généralement estimé à environ 100 000 par an, cela équivaut à environ 4 000 classes d'enfants chaque année. Cela

représenterait la perte de 4 000 emplois d'enseignants par an. Cela représente également une perte annuelle de revenus de vente d'aliments, de vêtements, de jouets, de livres, de vélos, etc. Ce chiffre représente également la perte de 4 millions de travailleurs canadiens qui aujourd'hui construiraient des maisons, programmeraient des ordinateurs, effectueraient des opérations chirurgicales et cultiveraient des cultures. De plus, de nombreuses études ont montré une augmentation significative des taux de cancer du sein chez les femmes qui interrompent une première grossesse. Même une légère augmentation du cancer du sein ajoute des coûts supplémentaires à notre système médical.

Les libéraux pensent pouvoir remplacer ces 4 millions d'enfants disparus par une immigration massive, mais cette stratégie échoue. Les coûts liés aux soins du grand nombre d'immigrants qui ont besoin d'un logement, de soins de santé, de cours de langue et d'autres services gouvernementaux ne peuvent être comparés aux faibles coûts impliqués par l'ajout progressif de nourrissons et de tout-petits par naissance naturelle au sein des familles canadiennes.

Aux coûts économiques purement mesurables de l'avortement s'ajoutent les résultats incommensurables mais bien réels auxquels on peut raisonnablement s'attendre lorsque nous violons les lois de Dieu. Il semble que le Canada soit déjà jugé pour avoir versé du sang innocent. Qui peut dire que les incendies, les inondations, les sécheresses, les pandémies, les ralentissements économiques, l'augmentation de la criminalité, les mauvaises récoltes et la chute du dollar ne sont pas des avertissements pour nous inciter à nous repentir de nos péchés nationaux et à consacrer à nouveau notre nation au Seigneur. Après tout, c'est Lui qui nous a créés. Mâle et femelle, Il nous a créés. À son image, il nous a créés. En tant que Créateur, il sait ce qui est le mieux pour nous. Son commandement : « Tu ne tueras pas » la vie humaine innocente n'est pas une suggestion. C'est une loi éternelle, inscrite dans nos cœurs, même si les politiciens et les juges l'ont ignorée dans la législation écrite.

Quels autres modèles sociaux avons-nous adoptés en tant que nation qui violent l'esprit et la lettre de la volonté de Dieu révélée dans les Saintes Écritures?

Dieu nous dit, en tant qu'enfants : « Honorez votre père et votre mère, afin que vous viviez longtemps sur la terre. » Si nous voulons que les enfants canadiens aient une vie longue, heureuse et productive, nous devrions les encourager à respecter leurs parents. C'est un bon exercice. Les enfants qui honorent et obéissent à leurs parents sont plus susceptibles d'honorer et de respecter les policiers et les autres à mesure qu'ils deviennent adultes. Ils sont moins susceptibles d'être impliqués dans des délits ou d'aller en prison.

Aujourd'hui, cependant, nous avons des éducateurs publics, des politiciens et des ministres de l'Éducation qui disent aux enfants de NE PAS parler à leurs parents de l'idéologie du genre qui leur est imposée dans les écoles publiques. Ils sont encouragés à changer de nom et de pronom et, dans certains cas, même à commencer à prendre des médicaments bloquant la puberté, sans informer ou impliquer leurs parents dans ces décisions. La mise en place de barrières de communication au sein des familles et le recrutement de jeunes comme militants LGBTQ à l'insu ou sans le consentement de leurs parents ont un impact destructeur sur la vie des jeunes.

Lorsque certains de ces jeunes prennent des mesures supplémentaires – et certains sont allés jusqu'à prendre des hormones sexuelles croisées, subir des mutilations physiques, l'ablation de parties de leur corps et adopter de manière irréversible un mode de vie incompatible avec leur sexe biologique – beaucoup d'entre eux se retrouvent incapables de se reproduire et sont souvent sujets à la dépression et au suicide. Outre les considérations morales, cette récente tendance soucieuse des pairs présente

d'énormes aspects économiques. Le coût des médicaments et des interventions chirurgicales est supporté par les contribuables qui travaillent dur. Un système médical qui est actuellement incapable de répondre aux besoins des citoyens canadiens en matière d'autres procédures moins controversées est désormais mis à rude épreuve pour répondre à ce besoin perçu, que de nombreux experts déclarent non seulement inutile mais extrêmement nocif.

L'adoption par notre pays du soi-disant « divorce sans faute » et la tendance actuelle de nombreux jeunes à éviter tout engagement de mariage ont conduit à un taux élevé de foyers monoparentaux et à un grand nombre d'enfants élevés sans père à la maison. Les statistiques montrent que les enfants élevés sans père sont plus susceptibles d'abandonner l'école, de commettre des actes de violence, d'être incarcérés ou admis dans un hôpital psychiatrique, de se suicider ou de tenter de se suicider, de s'enfuir de chez eux, d'abuser de substances chimiques, etc. Tout cela est conséquence tragique en soi, mais chaque incident entraîne également un coût économique pour la société : l'utilisation du temps d'audience, de l'espace carcéral, des soins médicaux et la distraction d'un parent de ses autres responsabilités constituent une perte nette des ressources des contribuables canadiens.

Le divorce et la séparation pèsent également lourdement sur le temps, l'énergie, la santé et les finances des deux parents. Les défis économiques immédiats incluent l'obtention de deux logements, deux voitures, les honoraires d'avocat, la garde d'enfants, etc. Même si la séparation ne peut pas toujours être évitée, sa prévalence en tant qu'évasion d'un mariage loin d'être idéal ajoute certainement aux pressions économiques qui pèsent sur nous tous.

L'acceptation par la société et les forces de l'ordre des drogues nocives et addictives constitue une approche paresseuse et contre-productive face aux problèmes difficiles de l'abus de drogues, des addictions et des décès par surdose. La province de Colombie-Britannique, avec l'approbation du Premier Ministre, a légalisé (ou décriminalisé) la possession de 2,5 grammes de fentanyl, suffisant pour tuer 1 250 personnes. Le fonctionnement de ce qu'on appelle les « sites d'injection sécuritaire » et l'intention du gouvernement de garantir un « approvisionnement sûr » en substances nocives et addictives ont entraîné une augmentation – et non une diminution – des décès par surdose d'opioïdes en Colombie-Britannique : plus de 1 400 depuis janvier. La tragédie de ces vies perdues s'accompagne d'un fardeau financier scandaleux alors que les ambulanciers paramédicaux tentent de réanimer ceux que la société a abandonnés au désespoir. Combien mieux (et moins cher) il serait pour nous d'aider ces âmes en difficulté à arrêter de consommer ces drogues, à trouver un but dans leur vie et à devenir des citoyens productifs.

Bien entendu, ces drogues illicites s'accompagnent de prostitution, de maladies et de criminalité. Les villes de tentes tentaculaires qui deviennent des appendices dysfonctionnels permanents des villes, grandes et petites, sont l'un des résultats involontaires d'une société déconnectée de tout sens des responsabilités et de toute éthique du travail. Chaque habitant de ces quartiers reçoit les fonds durement gagnés des autres, soit par le biais de dons caritatifs directs, soit par le biais d'aides gouvernementales financées par les contribuables. Ils sont plus à plaindre qu'à censurer. . . mais notre bienveillance malavisée et nos efforts d'accommodement ne font rien pour les aider à retrouver leur indépendance et leur estime d'eux-mêmes. Encore une fois, la Bible encourage chacun à travailler dur et diligemment pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Les gouvernements qui encouragent et prévoient des comportements irresponsables en encourageront davantage.

Le dernier comportement immoral que je souhaite aborder est la malhonnêteté intentionnelle. Les gouvernements qui mentent sur leurs intentions, leurs motivations et les résultats de leurs actions

suscitent le jugement de Dieu sur leur mandat et sur les juridictions sur lesquelles Dieu leur a accordé une certaine autorité temporelle. Ils encouragent également la tromperie parmi le peuple que Dieu leur a donné le privilège de diriger. Il y a un proverbe qui dit : « Quand un dirigeant écoute le mensonge, tous ses serviteurs deviennent méchants. » Les dirigeants doivent être de brillants exemples d'intégrité et d'honnêteté. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas.

Les représentants du gouvernement fédéral actuel ont menti sur bien des choses. Ils ont déclaré que certains produits pharmaceutiques étaient « sûrs et efficaces, » même lorsque les preuves indiquaient le contraire. Ils ont déclaré qu'ils attachaient de l'importance à la liberté d'expression et à la protection des manifestations pacifiques lorsque leurs actions prouvaient le contraire. Ils ont imposé des taxes sur le carbone d'une dureté insupportable qui ont fait grimper le prix de tout au Canada, prétendant que c'est pour le bien de la planète, tout en sachant que ces mêmes taxes ne font rien pour préserver l'environnement. Ils ont lancé une guerre contre le bœuf, prétendant que les grillons sont un élément de menu équivalent. Ce faisant, ils nuisent à l'économie, perturbent les familles et dégradent notre approvisionnement alimentaire.

En fin de compte, les gouvernements à tous les niveaux DOIVENT s'humilier et admettre qu'ils ne peuvent pas se sortir de la dette par les dépenses. Les politiciens honnêtes DOIVENT dire à leurs électeurs et aux électeurs qui les ont élus qu'ils vont réduire leurs dépenses – dramatiquement! Alors ils doivent le faire. Ils DOIVENT instituer des budgets équilibrés obligatoires et commencer – lentement et douloureusement – à rembourser la dette accumulée. Ils DOIVENT mettre fin aux taxes confiscatoires sur le carbone. Ils DOIVENT abandonner leurs tentatives infructueuses, inutiles et coûteuses d'imposer les vaccins, les masques et les comportements antisociaux. Ils DOIVENT reconnaître la valeur de chaque vie humaine, reconnaître Dieu le Créateur comme la source de toute vie et commencer à traiter tous les citoyens canadiens de manière égale devant la loi.

Ce n'est que si nous retournons à une société respectueuse et honorant Dieu que nous pourrions espérer recevoir les bénédictions de récoltes productives, de rues sûres, de stabilité économique, de justice dans nos tribunaux, de communautés florissantes et de foyers paisibles. Cette transition ne peut être réalisée par la seule politique, par des mesures économiques ou par des décrets gouvernementaux. Cette transformation ne pourra se produire que lorsque les citoyens de cette nation, y compris les politiciens, les juges, les médecins, les policiers, les étudiants et les enseignants, reconnaîtront nos échecs et rechercheront le pardon et la faveur de Dieu Tout-Puissant.

Pour cette grande transformation et ce renouveau. . . nous, du Parti de l'Héritage Chrétien, travaillons, espérons et prions.

—30—

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent officiel du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
